



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 150 du 12 juillet 2020

Au sommaire :

- **Macron et le show du remaniement, « un gouvernement de combat » pour « la relance »... des profits**  
*Yvan Lemaitre*
- **Les jours d'après ou la débâcle annoncée du capitalisme et nos tâches, éléments de discussion**  
*Texte collectif de discussion au sein du NPA*

## Macron et le show du remaniement, « un gouvernement de combat » pour « la relance »... des profits

« Un gouvernement de dépassement et de combat », pour « se battre pour l'emploi et la reconstruction », c'est ainsi que se définit la nouvelle équipe au pouvoir animé, dicit, du « patriotisme républicain ». Rien de bien nouveau depuis que Macron a pris la pose du chef de guerre. Il a resserré ses troupes tout en prenant ses distances avec son parti en débandade et s'agite pour masquer sa propre faillite. Les médias aux ordres mettent en musique le show gouvernemental en promotionnant le retour de Roselyne Bachelot, déjà ministre sous Sarkozy, sans doute une digne représentante de leur France d'après. Lui dispute la vedette l'avocat Dupond-Moretti, paraît-il de gauche, Le Pen l'aurait même qualifié d'extrême gauche ! Cependant connu entre autres pour ses propos et jugements machistes dénoncés par les féministes comme la nomination de Darmanin au ministère de l'intérieur alors qu'il est visé par une plainte pour viol ! Le « remaniement de la honte » disent les féministes !

Quant au nouveau premier ministre, Jean Castex, il vient de chez Les Républicains comme son prédécesseur. Sorti de l'ENA, il est de ces hauts fonctionnaires tout dévoués à la bourgeoisie et à l'ordre établi. L'un de ses actes de gloire est d'avoir fait passer la tarification à l'activité (T2A), cette gestion comptable qui a ruiné l'hôpital public et contre laquelle les hospitaliers se mobilisent depuis des mois. Bon exécutant de son patron, il ne s'exprimera devant l'Assemblée qu'après que ce dernier aura fait le spectacle pour le 14 juillet.

Par cette mise en scène, Macron voudrait faire oublier la débâcle présidentielle des municipales, son discrédit total, et mieux faire avaler le plan de bataille contre les travailleurs et la population pour tenter d'éviter la faillite annoncée de l'économie du profit et de la concurrence.

Ce gouvernement est aussi un gouvernement de campagne électorale pour faire de Macron le candidat de toute

la droite y compris de l'électorat d'extrême droite. Le nouveau ministre de l'intérieur, bon élève zélé, s'empresse de vanter son ministère, celui « de la protection des Français » donc par là même « le premier des ministères sociaux » tout en flattant les fantasmes de l'extrême droite : « Nous devons combattre de toutes nos forces l'islamisme politique qui attaque la République. »

Quant à Barbara Pompili, elle est là pour le décorum et ne fait pas plus illusion que Nicolas Hulot...

### Leur seule boussole, c'est le CAC 40, la bourse et les profits

Qu'importe le nouveau casting du spectacle politique, ce gouvernement est bien un gouvernement de combat contre les classes populaires pour que la Bourse continue de monter. Macron tient à ne laisser aucune illusion en remettant à l'ordre du jour sa réforme des retraites et, en priorité, le financement du régime actuel. En annonçant aussi sa politique dite de relance économique qui renforce les aides au grand patronat, des milliards distribués sans contrepartie. Castex nous parle d'un nouveau « pacte social », il a reçu l'ensemble des organisations syndicales la semaine passée, mais là encore, c'est la continuité du jeu de dupes du dialogue social pour imposer par le chantage à l'emploi l'allongement du temps de travail, la baisse des salaires, et la réforme de l'assurance-chômage qui prévoit de réduire la durée et le montant des indemnités des chômeurs.

Et, bien évidemment, il n'y aura pas de retour de l'ISF. Le ministre de l'Economie veut baisser les impôts qui touchent la production des marchandises, au nom de la relance c'est à dire pour soutenir les profits. Sont visées la CVAE (contribution à la valeur ajoutée des entreprises), 14 milliards en 2018, perçue par les régions, et la C3S (contribution sociale de solidarité des sociétés) 3,8 milliards, perçue par l'Etat.

A l'opposé, le gouvernement a décidé la hausse de la CRDS, cotisation prélevée sur les salaires pour rembourser la dette sociale, qui devait s'éteindre en 2024 et sera prolongée d'au moins dix ans.

## **Des milliards pour licencier**

Les premiers effets de cette relance capitaliste sont une vague de licenciements sans précédent, Renault, Airbus, Air France, Sanofi, Hutchinson, filiale de Total, Nokia... Selon le décompte publié par la Dares – la direction des études du ministère du travail – avant même les annonces chez Airbus, Nokia ou Air France – 143 plans de licenciements, les dits « plans de sauvegarde de l'emploi », PSE, ont été lancés en France, menaçant 19 287 emplois, sans compter les 1 344 procédures de « petits » licenciements collectifs (moins de dix salariés ou dans des TPE) répertoriés à la fin juin, ou les centaines de milliers d'intérimaires dont la mission a pris fin.

Le nombre total d'heures travaillées s'est effondré, diminuant dix fois plus vite au cours des trois derniers mois qu'au cours des trois premiers mois de la crise de 2008. Les femmes et les jeunes sont les plus durement touchés.

Les milliards que l'Etat distribue visent à augmenter la compétitivité et la rentabilité financière des entreprises au mépris des travailleurs et de la population. Loin de sauver l'économie, ils ne servent qu'à sauver les profits avec au bout le risque d'un krach financier.

## **Les « héros » méprisés**

Si en quelques jours l'Etat a su trouver 7,5 milliards pour Air France, il aura fallu plus de six semaines de négociation bidon pour que le Ségur de la santé accouche d'une augmentation de salaires pour les hospitaliers qui est bien loin du compte : une revalorisation « socle » de 180 euros net mensuels pour tous les personnels hospitaliers non médecins des secteurs public et privé non lucratifs en deux temps : 90 euros au 1<sup>er</sup> septembre, puis 90 euros en mars 2021. 15 000 embauches sont promises dont la moitié seulement représenterait des créations de postes, l'autre moitié correspondrait à des titularisations. Et en prime, l'accord prévoit des dérogations et un « assouplis-

sement » des 35 heures et introduit l'intéressement à l'hôpital public...

On est loin des 300 euros pour tous et des 100 000 embauches demandés par les hospitaliers qui seront dans la rue, le 14 juillet, pour exiger leur dû face à la farce de l'hommage hypocrite que Macron leur apporte.

## **L'unité du monde du travail contre la dictature de la finance**

Dans le pays les conflits se multiplient en premier lieu contre les licenciements. Plusieurs milliers de salariés d'Airbus manifestaient mercredi. Des manifestations ont aussi eu lieu à Saint-Nazaire et à Nantes, deux autres sites du groupe frappés de plein fouet. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le même jour devant le site de Hop !, filiale régionale d'Air France, pour protester contre la fermeture de celui-ci, manifestation aussi des salariés de Nokia.

La CGT a annoncé une journée de grève et de manifestations pour le 17 septembre. La lutte contre la vague de licenciements et l'explosion du chômage à la rentrée ne peut rester une lutte secteur par secteur. Il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre toutes et tous pour travailler moins en fonction des besoins réels. Cela implique de contester la logique financière de la Bourse et des banques qui impose sa dictature à toute la société.

La bourgeoisie et son Etat mettent un œuvre un plan global pour réorganiser la production en fonction des seuls impératifs de rentabilité financière et de compétitivité. Il va toucher l'ensemble du monde du travail qui a besoin d'un plan d'ensemble à opposer au leur, un plan qui remet en cause la logique financière, le profit et la concurrence, pour produire en fonction des besoins de la population et des contraintes écologiques. Cela passe par notre mobilisation, la prise en main de nos propres organisations syndicales, associations, notre organisation sur les lieux de travail et d'habitation pour faire vivre la démocratie, notre droit de contrôler et de décider de la marche de la société.

*Yvan Lemaitre*

---

## **Les jours d'après ou la débâcle annoncée du capitalisme et nos tâches, éléments de discussion**

La Pandémie qui continue ses ravages à travers le monde a été le révélateur de l'incurie des classes dominantes, de leurs États face à la crise sanitaire, révélateur aussi de leur incapacité à faire face à ses conséquences économiques et sociales. Et cela du fait de la politique qu'elles mènent depuis plusieurs décennies qui sacrifie les services publics, en premier lieu celui de la santé, à la course à la rentabilité financière et à la compétitivité. Du fait aussi de leur incapacité à passer outre aux prérogatives de la propriété privée capitaliste pour procéder aux mesures de réquisitions qu'imposait la situation, en particulier en France. Elle a été aussi le déclencheur et l'accélérateur

d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est aujourd'hui en mesure d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

La pandémie est elle-même le produit des bouleversements des rapports entre la société humaine et la nature engendrés par la mondialisation économique. Elle participe de la crise écologique à laquelle l'humanité est confrontée.

Un temps, elle a pu servir aux politiciens à tenter de masquer les véritables mécanismes de la débâcle et leur propre responsabilité mais le déroulement du déconfinement comme la politique des États et des banques centra-

les visant à sauvegarder le capital contre les populations désignent les responsabilités.

L'ampleur de la crise qui a abouti au confinement de plus de la moitié de l'humanité en quelques semaines débouche sur une situation de crise mondiale inédite. Toute comparaison avec le passé est vaine. Elle oblige tout le monde à penser la faillite du capitalisme et ses conséquences pratiques et nous oblige, nous, à engager la discussion sur l'état actuel du capitalisme, les développements possibles de la récession déclenchée par la pandémie, les possibilités d'un krach financier provoquant un effondrement économique, sur les conséquences sociales et politiques pour le prolétariat comme les perspectives de soulèvements sociaux, de révolutions et en conséquence sur nos tâches, notre stratégie.

Après de longues années de relative marginalisation du mouvement révolutionnaire, pouvons-nous fonder notre stratégie sur la perspective de l'émergence d'une période révolutionnaire y compris dans les vieux bastions capitalistes ?

### **De crise en crise... une débâcle**

Cette discussion devrait prendre en compte l'évolution historique du capitalisme en particulier à travers la décennie qui a suivi la crise de 2007-2008 qui a préparé la débâcle en cours. La crise de 2007-2009, elle-même conséquence de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation, a été un tournant irréversible au sens où les réponses apportées à leur crise par les capitalistes et leurs États ont accentué tous les facteurs de crise, le parasitisme de la domination capitaliste. Elle a généralisé l'économie de l'endettement pour alimenter les profits. Elle a accentué la contradiction du capitalisme au cœur de laquelle se déploie la lutte de classe, contradiction entre l'appropriation privée entre les mains d'une classe de plus en plus minoritaire et la socialisation, la mondialisation de la production et des échanges.

Aujourd'hui, est-il encore légitime de continuer de parler de simple crise comme si le capitalisme évoluait de crise en crise sans que s'opèrent des changements qualitatifs qui bouleversent radicalement les équilibres sociaux et politiques ?

L'oligarchie financière et les États ont recours aux mêmes remèdes mais à un niveau et avec un empressement jusqu'alors jamais atteint : explosion de liquidités monétaires, envolées boursières, taux d'intérêt négatifs qui prétendent encourager la relance, certains parlent de reconstruction de l'économie, alors que les entreprises qui en bénéficient se livrent à travers le monde à une vague de licenciements massifs. Il y a accentuation de la suraccumulation de capitaux d'un côté et de l'autre une récession mondialisée, contradiction qui semble inévitablement conduire au krach.

Un nouveau facteur de transformation de la récession en dépression est l'accentuation du désordre international sous le règne du capitalisme financier mondialisé, l'exacerbation de la concurrence qui conduit à des politiques

protectionnistes dont la première puissance mondiale donne l'exemple en s'attaquant à tous les cadres qui ont eu pour fonction après la deuxième guerre mondiale de tenter de réguler l'ordre capitaliste mondial et en entretenant la guerre commerciale avec la Chine.

Quant à la possibilité que la révolution numérique puisse relancer le taux de profit, elle semble par contre bien improbable. Elle détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée et elle est un instrument pour accentuer la dépendance des travailleurs à la machine, l'exploitation sans bouleverser les conditions de production.

### **Phase néolibérale du capitalisme ou capitalisme financier mondialisé, phase ultime du capitalisme ?**

Comment analysons-nous les traits inédits de cette période du capitalisme financier mondialisé -formule préférable à celle de néolibéral- et de faillite qui menace le capitalisme ? Elle peut se définir de façon résumée et pour paraphraser Lénine comme le capitalisme au stade des multinationales. Elle a été façonnée à travers l'offensive libérale et impérialiste engagée durant les années 80 visant à lutter contre la baisse du taux de profit par les privatisations, la remise en cause des acquis sociaux, l'intégration au marché et à la production mondiale des nouveaux États nés des luttes de libération nationale, principalement les pays émergents, et de l'effondrement de l'URSS.

L'internationalisation de la production et des échanges a mis en place une économie mondiale intégrée. Une oligarchie financière s'approprie et se partage la plus-value produite à l'échelle de la planète.

Cette financiarisation est aussi un moyen pour le capital de s'adapter au développement des nouvelles technologies qui permettent une socialisation, une internationalisation croissante de la production en contradiction avec les États nationaux et la propriété privée.

Le développement de la production et des échanges à l'échelle planétaire généralise la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses dans le même temps qu'il développe le rapport d'exploitation capitaliste à un niveau jamais atteint et qu'il tend à ruiner les acquis du prolétariat des vieilles puissances impérialistes. La concentration de richesses immenses entre quelques mains provoque une accentuation inédite des inégalités.

Il globalise aussi la concurrence entre les États, grandes puissances, puissances régionales ou locales sans que même les USA puissent prétendre à maintenir un équilibre un tant soit peu stable dans les relations internationales.

Le capitalisme financier mondialisé est incapable de se réguler.

Il connaît une crise permanente, conséquence de l'épuisement des gains de productivité. Au développement des techniques ne répond pas un développement de la production permettant de satisfaire les exigences de rentabi-

lité financière de la masse énorme de capitaux en mal de plus-value.

Les capitalistes n’y font face qu’au prix d’une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant les rapports d’exploitation. L’instabilité économique et financière, les tensions internationales, les rivalités et luttes d’influence, les multiples conflits militaires locaux entraînent une montée des militarismes et un état de guerre permanent.

La catastrophe écologique est l’expression de la globalisation des méfaits du capitalisme, la mondialisation capitaliste épuise les ressources naturelles et engendre une crise climatique, écologique à laquelle le capital comme les États sont incapables de faire face.

Cet ensemble contribue à donner à la course du capitalisme à la faillite comme aux possibles réponses une dimension internationale jamais atteinte.

### **« Une étape vers un nouvel ordre économique et social », Lénine**

Les transformations qui ont abouti à ce nouveau stade de développement du capitalisme représentent-elles des « *limites historiques* » ? Représentent-elles une étape vers un ordre économique nouveau pour reprendre la formule de Lénine au sujet du stade impérialiste ? En quoi redonnent-elles leur actualité aux perspectives révolutionnaires et en quoi nous conduisent-elles à penser que les échecs du passé qui ont laissé le champ libre au développement destructeur du capitalisme correspondaient à une insuffisante maturité des prémisses objectives d’une transformation révolutionnaire de la société, prémisses dont le mûrissement aujourd’hui n’en légitime que davantage les perspectives socialistes et communistes ?

La mondialisation, la formation d’une économie mondiale intégrée, l’affaiblissement de la propriété privée et des États nationaux accentuent les deux contradictions principales du capitalisme entre la socialisation de la production et des échanges et la propriété privée et l’État national ainsi qu’entre le développement sans limite de la production au regard d’une consommation limitée par le maintien des masses dans la misère, la surproduction opposée à la suraccumulation de capital.

Il aboutit à un nouvel essor des luttes de classes, sociales et démocratiques qui, fondamentalement, portent l’exigence de réguler l’économie en fonction des besoins sociaux et du respect de l’environnement c’est-à-dire la lutte pour le socialisme, le communisme, seule issue pour l’humanité.

Il nous faut aussi discuter de la référence que nous faisons au communisme. Pourquoi privilégier la référence au communisme ? N’est-il pas plus légitime de définir nos références à travers une continuité, la lutte pour le socialisme, le communisme sans dogmatisme ? Remettre aussi sur l’établi la discussion sur le terme écosocialisme qui crée plus de confusion qu’il n’éclaire le contenu de classe de la lutte pour l’émancipation. Et définir le projet de parti que nous portons, par son caractère de classe et

le contenu et objectif de notre combat, la conquête de la démocratie par les exploités et les opprimés pour décider de leur propre sort, de l’avenir de la société, la révolution pour conquérir le pouvoir.

### **La gauche libérale, partie intégrante du vieux monde**

Le besoin, la nécessité de reformuler nos objectifs stratégiques, programmatiques est souligné par l’impuissance de la gauche à se donner une cohérence autre que le rassemblement d’ambitions politiciennes, d’objectifs électoralistes et, au final, de trouver sa place dans la période qui vient pour participer voire cogérer le sauvetage du système. « Sortir de la crise » signifie sortir le système de la crise. Or, il n’y a pas de sortie de crise dans la cadre du système, il n’est pas possible de sortir le système de sa crise, les vieilles recettes réformistes sont aujourd’hui hors de l’histoire.

EELV, c’est LREM de la gauche, ni droite ni gauche, la gestion verte du capitalisme libéral, une politique intégrée à l’ordre social, sans boussole et dont il est bien difficile de connaître le point de chute.

LFI a pu un moment entraîner y compris une fraction de la jeunesse en regroupant en son sein des courants issus de la gauche gouvernementale et de l’extrême gauche derrière les ambitions de Jean Luc Mélenchon. L’opération est aujourd’hui en difficulté et les confusions populistes qu’elle véhicule tournent le dos aux intérêts du monde du travail. Elle illustre l’échec du compromis de la gauche dite radicale dont les alliances aux élections municipales soulignent l’opportunisme électoraliste.

Nous avons besoin aujourd’hui d’une grande clarté programmatique et stratégique nous définissant sans ambiguïté comme une force indépendante des institutions afin de nous donner les moyens de participer au débat qui traverse les milieux militants tant sur le terrain syndical que politique ou la jeunesse qui entre dans la lutte.

### **LREM, LR, RN, le bloc réactionnaire et ses luttes de pouvoir**

Le pouvoir, Macron, sortent très affaiblis de la première phase de la crise sanitaire alors qu’ils doivent affronter les conséquences dramatiques pour les classes populaires de leur politique économique et sociale. Discrédité, voire haï, sans majorité parlementaire et face à la déroute électorale et politique de son propre parti, Macron ne tient qu’en se mouvant dans les institutions de la V<sup>ème</sup> République tout en prenant appui sur la droite et la droite extrême, en jouant des oppositions entre LR et le RN, des ambitions rivales qui les divisent. Il espère ainsi capter le soutien du camp réactionnaire pour tenir et l’emporter à la présidentielle en faisant le pari que la droite ne pourra jamais se rassembler derrière Le Pen. Au-delà des calculs politiques le fond de l’affaire est que, face à la débâcle en cours, les forces réactionnaires cherchent un moyen de se rassembler pour faire face aux soulèvements populaires auxquels ils se préparent. Il y a, de fait, un bloc LREM, LR

et RN divisé par les luttes de pouvoir et la recherche d'un chef qui pourra rassembler ce bloc réactionnaire autour de la défense des privilèges de la bourgeoisie grande et moyenne contre les classes populaires. Leur difficulté est l'impasse sociale et politique du vieux monde qu'ils représentent, un monde fini y compris du point de vue du capitalisme à l'heure des multinationales.

Leur incurie et leur division est un atout pour le monde du travail du moins si nous sommes capables de donner naissance à un parti politique révolutionnaire capable de sortir de la défensive pour oser porter le seul projet moderne, démocratique, progressiste, celui de la transformation révolutionnaire de la société.

## **La révolte contre les violences policières et le racisme, l'État mis à nu**

Le mouvement international contre les violences policières et le racisme provoqué par l'assassinat de George Floyd exprime et amplifie une prise de conscience sur le rôle de l'État et de sa police dans le capitalisme dit libéral comme complément indispensable au désordre social engendré par la libre concurrence et la course au profit. Certes, ses acteurs se revendiquent essentiellement d'aspirations démocratiques et humanistes mais la logique même de la révolte pose fondamentalement la question de la fonction de la police et de l'État, débat qui de fait s'est imposé non seulement aux USA mais ici aussi.

Cette discussion et les moyens que les classes populaires, leurs organisations se donnent pour faire face aux exactions de l'État et de sa police ou de son armée, constituent une ligne de démarcation avec toutes les forces dites progressistes mais qui restent enfermées dans le cadre institutionnel et les préjugés inhérents au nom du prétendu « universalisme républicain ». De même la question du racisme est indissociable de la question du nationalisme et de la xénophobie qui en constituent l'incontournable corollaire.

Et plus globalement, la lutte contre les violences policières et le racisme est nécessairement une lutte contre les inégalités et les injustices, une lutte contre l'oppression et les discriminations inhérentes à la société capitaliste, à la société de classe et, dans le même temps, elle donne à la lutte contre le capitalisme sa dimension démocratique essentielle et trop souvent négligée.

## **La lente mais irrésistible renaissance de la contestation sociale et politique**

Malgré la sidération, la politique de police sanitaire et sociale du pouvoir, la dégradation globale des rapports de force, s'opère une prise de conscience internationale qui combine questions sociales, démocratiques, écologiques. Les brusques évolutions au cœur même de la Babylone capitaliste menaçant Trump en sont un moment fort dont l'onde de choc secoue toute la planète.

Les classes dirigeantes, le capitalisme lui-même, la loi du profit et de la concurrence sont de plus en plus discrédités aux yeux du plus grand nombre.

Ces mouvements sont à mettre en perspective avec les mouvements qui ont suivi la crise de 2007-2008 depuis Occupy Wall Street et les révolutions arabes jusqu'aux soulèvements qui ont jalonné l'année 2019. Ils sont nourris de multiples combats de la classe ouvrière à travers le monde.

Ils sont aussi nourris du mouvement international des femmes pour l'égalité et contre les violences et crimes sexistes. Aussi du mouvement international contre le réchauffement climatique.

L'urgence est de donner une cohérence politique, une perspective commune à l'ensemble des révoltes engendrées par la faillite du capitalisme.

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire n'est pas engagé dans « une course de vitesse » comme on l'entend souvent dire. Il doit avoir son propre agenda qui n'est pas fixé sur ou par celui de la bourgeoisie mais sur les rapports de force, leurs évolutions, les possibilités de manœuvre des travailleurs et des forces révolutionnaires.

Bien souvent, les militant.e.s révolutionnaires sont pris dans une forme d'exaltation qui les mettrait dans l'obligation de répondre à tous les coups ou de mettre le prolétariat dans l'obligation de répondre à tous les coups de la bourgeoisie indépendamment de sa conscience, de sa préparation, des possibilités de victoire.

Nous ne sommes pas de simples anticapitalistes qui se définissent en permanence par rapport à la classe dominante mais des marxistes qui construisent leur propre plan de bataille en fonction de leurs capacités, de leurs moyens sans être dupes de la phrase ou des discours, lucides sur les rapports de force et sur eux-mêmes, en fonction de leurs objectifs qui ne se limitent pas à la défense des intérêts immédiats des travailleurs mais qui lient cette défense à la lutte pour le socialisme et le communisme.

Le fond de la discussion entre nous devrait porter sur comment aujourd'hui formuler la démarche transitoire, construire le lien entre les luttes quotidiennes et la question de la conquête de la démocratie, du pouvoir par les classes exploitées et opprimées.

## **Le nécessaire contrôle des travailleurs pour réorganiser la production et les échanges**

Peut-on aujourd'hui se contenter de façon routinière de la formule « *refuser de payer les frais de la crise* » ? Une telle formule ne correspond pas à l'ampleur de la catastrophe qui menace l'humanité et la planète. Il est plus juste de dire face à la faillite capitaliste, prenons le contrôle de l'économie, d'opposer un plan des travailleurs pour reconstruire l'économie sur des bases de solidarité, d'égalité, de justice contre tous les profiteurs et les privilégiés et ceux qui les servent, refuser de sauver leur système en faillite, imposer nos droits, notre contrôle sur la société, réorganiser l'économie.

La lutte pour les droits sociaux, démocratiques, écologiques est indissociable de la perspective d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire, un gouvernement

des travailleurs et de la lutte pour le socialisme et le communisme.

Nous avons besoin ensemble de construire cette cohérence programmatique.

Nous partageons les grandes lignes d'un plan d'urgence pour défendre les droits des travailleurs, protéger la population de la pandémie et sauver la population et l'économie de la faillite du capitalisme.

Il est indispensable de prendre le temps de rédiger collectivement, ou, du moins, avec celles et ceux qui y sont prêts, un tel plan qui unifierait nos interventions, leur donnerait une cohérence politique en soulignant la nécessité à tous les niveaux de l'intervention directe des travailleur.e.s depuis la direction des luttes, leur coordination jusqu'à la nécessité du contrôle ouvrier sur les entreprises pour assurer le maintien des conditions de travail ou pour réquisitionner des logements vides pour permettre à tous de se mettre à l'abri correctement face au virus ou ouvrir les livres de comptes des entreprises qui licencient ou pour prendre en main les entreprises de toutes les branches stratégiques de l'économie (santé et pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire, etc.) qu'il est indispensable de nationaliser ou pour contrôler la police et ce qui se passe dans les commissariats voire se donner les moyens d'assurer la paix et la justice dans les quartiers populaires...

Nous avons besoin d'un tel document programmatique qui à partir de la lutte pour satisfaire les besoins immédiats du monde du travail ouvre la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société pour en finir avec le capitalisme et jeter les bases d'une société fondée sur la coopération et la solidarité, sur la socialisation et la planification démocratique de la production et des échanges.

Nous avons besoin d'une vaste campagne de parti pour, ensemble, populariser nos perspectives, les soumettre à la discussion, regrouper, organiser autour d'elles, œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires.

## **Une stratégie révolutionnaire, un programme pour nos luttes et changer le monde**

Nous sommes tous convaincus de la nécessité d'aider à la convergence des colères et des révoltes, des mobilisations et des luttes, d'unir le monde du travail, les femmes travailleuses, la jeunesse, mais la façon d'intervenir dans ce sens diffère souvent. La place du travail politique est le plus souvent sous-estimée pour céder la place à la recherche de raccourcis, d'une politique par en haut résumant parfois la question à un problème de calendrier, de dates ou à des initiatives unitaires qui aujourd'hui prend la forme de « *Plus jamais ça* ».

On le voit bien, cette démarche, ces raisonnements restent prisonniers de formules du passé qui répondaient à des situations radicalement différentes.

Du point de vue de nos tâches, le trait dominant de la période combine le renforcement des idées anticapitalis-

tes et un processus de rupture avec la gauche syndicale et politique issue du vieux monde et soucieuse d'intégrer le monde nouveau que la bourgeoisie construit contre le monde du travail pour sauver son système.

Rechercher, construire des alliances au quotidien dans chaque lutte ou plus globalement autour des luttes démocratiques et sociales, écologiques est une nécessité politique à condition que cela ne nous mette pas en porte-à-faux avec nos propres objectifs et que cela aille dans le sens de la mobilisation, de l'organisation des travailleurs et non dans une unité par en haut d'appareils. Nous avons besoin de donner un contenu concret, militant à la démarche de front unique répondant aux possibilités et aux rapports de force du moment.

Nous savons que le rapport de force ne nous est pas favorable mais le pire est de chercher des raccourcis en participant à des cadres qui n'ont d'utilité que pour les appareils qui s'y retrouvent.

Nous avons besoin de nous approprier la dimension historique des bouleversements en cours, leur caractère inédit, cesser de regarder dans le rétroviseur ou de faire de l'incantation sur les luttes et la grève générale, de répéter des formules toutes faites du front unique ou de front antifasciste pour concentrer nos forces à l'organisation pratique et concrète de la lutte de classe, par en bas autour de deux tâches indissociables : la défense immédiate de nos droits, des conditions de travail, la lutte contre les licenciements, pour les salaires, etc., et l'organisation politique du monde du travail dans une perspective démocratique et révolutionnaire pour le socialisme et le communisme.

## **Engager à travers les luttes et mobilisations un processus d'unification du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire**

Notre priorité est de développer nos idées dans le monde du travail, de donner un contenu programmatique à la perspective d'un mouvement, d'un parti des travailleurs, démocratique et révolutionnaire. Rassembler les forces disponibles à la lutte, organiser, éduquer, faire vivre le marxisme, rompre avec l'esprit des petits groupes et tendances rivales et sectaires produits d'une histoire aujourd'hui dépassée.

Il n'y aura pas de parti sans droit de tendance et fraction, sans lutte politique interne, c'est une évidence d'autant plus évidente qu'aujourd'hui le développement de ce parti passera inévitablement par des regroupements.

Mais il s'agit de savoir si on se considère comme des tendances d'un même parti associant leurs forces et leurs compétences et discutant de leurs intérêts communs en fonction de la période et des tâches ou si on reste arrêté au cadran de l'histoire, celle de courants nés souvent il y a des décennies et dominés par le souci de leur propre perpétuation.

L'extrême gauche est devant des choix qui engagent l'avenir, son propre avenir. Les problèmes qui se sont posés à nous au lendemain de l'effondrement de l'URSS dans les premières phases de l'offensive capitaliste ont pris une

acuité encore plus grande. Il faut tourner la page du vieux monde pour résolument aborder celle de la nouvelle période. Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !

Toute politique qui ne vise pas au rassemblement des forces anticapitalistes et révolutionnaires est vouée à l'échec. Nous ne sommes plus à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle et au début du XXI<sup>ème</sup> quand l'extrême gauche, LO et la LCR ont été incapables de surmonter les divisions héritées du passé pour ensemble s'atteler à la construction d'un parti des travailleurs.

Louper le coche ne serait plus aujourd'hui une occasion manquée mais un échec proportionnel à l'ampleur des bouleversements en cours.

L'ensemble des courants du NPA sont aujourd'hui devant l'impérieuse nécessité de dépasser leur propre histoire pour l'investir dans une nouvelle bataille commune, reprendre le projet du NPA dans un contexte radicalement différent.

Les conditions sociales et politiques nous l'imposent pour résister à l'offensive réactionnaire en cours. Les luttes quotidiennes, les mobilisations sociales et politiques sont

autant d'occasions de rassembler sans oublier les échéances électorales en particulier la présidentielle de 2022 qui pourrait être l'occasion de rassembler le camp des anticapitalistes et révolutionnaires.

Prendre la mesure du caractère inédit et historique des moments que nous vivons, c'est œuvrer à dépasser les divisions, engager le travail pour définir ce qui nous rassemble pour affronter les combats à venir.

Ce n'est pas une question de motion et de vote mais de volonté politique pour en créer les conditions, d'abord et avant tout engager entre nous la discussion et le travail de rédaction définissant le cadre programmatique qui nous rassemble et autour duquel nous invitons à une large discussion publique.

Cette tâche ne peut attendre le congrès. Ce dernier devrait être le moment d'engager une nouvelle dynamique vers la construction du parti dont le monde du travail a besoin.

Le 28/06/2020

Texte collectif de discussion au sein du NPA